



Ambassade de Norvège



ACUDI asbl



Logo bashali

## PROJET : PROMOTION DU LEADERSHIP FEMININ DANS LA GOUVERNANCE LOCALE ET SECURITAIRE DANS LA CHEFFERIE DES BASHALI EN PROVINCE DU NORD KIVU.

POLITIQUE DE SECURITE DE LA CHEFFERIE DES BASHALI QUI INTEGRE LES BESOINS DES FEMMES ET DES JEUNES DANS LE SECTEUR DE SECURITE



Nom Partenaire : Actions des Communautés Unies pour le Développement Intégral, « A.C.U.D.I. » en sigle

Baillleur de fonds : Ambassade de la Norvège en RDC à travers ONUFEMMES

Zone couverte par le projet : Chefferie de BASHALI

Période d'élaboration de la politique de sécurité :

Septembre 2023

## I. Introduction

Depuis toujours, les sociétés ont dû se protéger contre des phénomènes extrêmes affectant leur bon fonctionnement. Que ce soit l'intensité d'une tempête de neige ou les multiples complications engendrées par un accident industriel, ces manifestations d'origine naturelle ou humaine caractérisées par leur imprévisibilité ont des conséquences sur les personnes et les biens. La protection collective face à de tels événements réside dans **la sécurité civile : l'ensemble des actions et des moyens mis en place à tous les niveaux de la société afin de connaître les risques, de prévenir les sinistres, d'en limiter les conséquences néfastes sur la population, les biens et l'environnement et de favoriser le retour à la vie normale.**

En effet, la sécurité constitue un élément clé de la qualité de vie dans toute société. Un environnement sûr permet aux personnes et aux familles de s'épanouir pleinement. Il est à la base d'un développement social et économique durable, tout en contribuant à la vitalité civique d'une municipalité. La sécurité est une préoccupation quotidienne pour les citoyennes et les citoyens que ce soit dans leur domicile, dans les rues et les parcs de leur quartier, sur les grandes voies de circulation, dans les espaces commerciaux et les zones industrielles, de même que lors des événements publics.

La sécurité réfère à la fois à la sécurité des personnes et à la sécurité des biens. Les citoyennes et les citoyens de tous les âges souhaitent au quotidien être et se sentir en sécurité dans leur domicile, dans leur quartier, dans les lieux et les espaces publics qu'ils fréquentent et sur les voies de circulation. Ils souhaitent également être sensibilisés aux risques et être prêts à faire face à l'insécurité, aux catastrophes naturelles, etc qui peuvent survenir. Ils aspirent à vivre dans un environnement paisible au sein d'une communauté apte à gérer de façon harmonieuse les conflits.

La sécurité rurale ou urbaine est définie comme l'ensemble des éléments qui contribuent à rendre un milieu de vie plus sûr et à réduire et à prévenir la délinquance, la violence, les risques et l'insécurité. Dans cette perspective, la sécurité rurale ou urbaine englobe et va au-delà de la notion habituelle de sécurité publique qui réfère aux mandats et aux actions des services de police, des services de prévention des incendies et des responsables de la sécurité civile. Elle appelle à une contribution de l'ensemble des acteurs. Le concept de sécurité rurale ou urbaine ouvre également la voie au renforcement de la concertation et des partenariats dans l'action avec les autres intervenants institutionnels, les organismes communautaires, le secteur privé et les citoyennes et les citoyens.

Dans ce contexte, la sécurité dans une municipalité sera le résultat d'un effort collectif et de la combinaison de différentes approches qui s'avèrent complémentaires :

- L'action traditionnelle du service de police en matière de la lutte contre la criminalité, de sécurité routière, d'application des règlements et de prévention, celle du service de prévention des incendies au plan du respect des normes, de la sensibilisation de la population et de la sécurité civile ainsi que celle de la division inspection du service d'aménagement et de développement du territoire en ce qui a trait au respect des règlements municipaux.
- Les interventions en matière d'aménagement, d'urbanisme et d'animation urbaine qui favorisent une conception sécuritaire des quartiers, des voies de circulation, des parcs et des rues commerciales et qui permettent à la population de s'appropriier les espaces publics.
- Les services offerts et les actions de prévention auprès des citoyens et des groupes plus susceptibles d'être sensibles face à l'insécurité, notamment les jeunes, les femmes, les

enfants et les personnes de troisième âge, ainsi que les activités visant le rapprochement intergénérationnel et interculturel.

- La promotion du respect, des comportements civiques et responsables, des valeurs de paix, d'égalité et de tolérance ainsi que de l'engagement citoyen.

La Politique de sécurité rurale ou urbaine se veut un catalyseur permettant d'orienter et de coordonner les efforts afin de rendre les milieux de vie plus sûrs. Elle offrira un cadre de référence pour que cette démarche se traduise par des interventions concrètes et ciblées. Dans cette perspective, la chefferie de Bashali devra être à l'écoute de ses citoyennes et de ses citoyens, de ses partenaires et de ses employés.

Contexte de l'élaboration de la Politique de sécurité de la Chefferie de Bashali en territoire de MASISI

La Politique de sécurité de la Chefferie de Bashali est élaborée dans la perspective que la contribution de la population est essentielle au processus d'amélioration et de maintien de la sécurité ainsi qu'au sentiment de sécurité collectif. La Politique propose des actions complémentaires aux interventions de la Chefferie dans le domaine de la prévention en favorisant l'action communautaire en matière de sécurité publique.

En effet, la chefferie de Bashali est l'une des entités administratives décentralisée du territoire de masisi en province du Nord Kivu où s'exécute le projet : « Promotion du leadership féminin dans la gouvernance locale et sécuritaire ». Cette Chefferie connaît un contexte sécuritaire très préoccupante depuis plus de trois décennies, suite aux violences armées et guerres cycliques, conflits fonciers, identitaires et de pouvoir. En plus de ceci, certaines pratiques sociales et coutumières sont parmi les facteurs qui ne favorisent pas une forte présence et participation active des femmes dans la gouvernance locale et dans les services de sécurité. Plusieurs cas d'insécurité, de violations de droits de l'homme, des assassinats, kidnapping, violences sexuelles, etc, sont documentés en chefferie de BASHALI ; les femmes, enfants et jeunes sont les plus victimes.

En fait, c'est dans l'objectif de la promotion de la sécurité des personnes et de leurs biens en Chefferie de Bashali, que des acteurs clés de la gouvernance locale et sécuritaire de la Chefferie de Bashali (Chef de Chefferie, Chefs de groupements, PNC, FARDC, ANR, Collectif des femmes, des jeunes, Société civile et d'autres parties prenantes) ont été réunis pendant quatre jours pour réfléchir et discuter sur les grandes questions de paix et de sécurité en Chefferie des Bashali. A l'issue de cet atelier de 4 jours, une politique de sécurité qui intègre les besoins spécifiques des femmes et des jeunes dans le secteur de sécurité a été élaboré avec succès, dans un climat de paix et de cohésion sociale.

La motivation à l'élaboration de cette politique de sécurité est que les autorités de la Chefferie de Bashali et ACUDI sont convaincues que le développement rural est la base principale pour que l'économie du pays se développe pendant longtemps. L'agriculture, l'élevage, la foresterie, la chasse et la pêche contiennent des richesses pour les populations. Pour que ces activités donnent vraiment des richesses aux populations, il faut un environnement sécuritaire qui favorise des investissements.

## **II. POLITIQUE DE SECURITE DE LA CHEFFERIE DE BASHALI EN TERRITOIRE DE MASISI**

Cette activité a connu 4 étapes pour arriver au document de la politique de sécurité de la chefferie des Bashali qui intègre les besoins spécifiques des femmes et des jeunes. Il s'agit de :

- Présentation du projet, de ONUFEMMES/Ambassade de Norvège en RDC et de ACUDI
- Diagnostic participatif des problèmes de sécurité en Chefferie de BASHALI (Causes, conséquences, acteurs visibles qui influencent positivement ou négativement la paix)
- Elaboration de matrice de solutions de l'insécurité des Bashali.
- Elaboration de la politique de sécurité et stratégie de mise en œuvre.

Des travaux en carrefours ont été organisés pour un bon diagnostic. A ce sujet, cinq groupes de 10 membres chacun ont été constitués pour répondre aux préoccupations ci-dessous :

- Quels sont les problèmes de sécurité les plus fréquents que vous constatez dans la chefferie des Bashali ?
- Dégager les causes profondes à la base de ces problèmes de sécurité identifiés.
- Quelles sont les conséquences de ces problèmes de sécurité dans votre milieu ?
- Identifier les acteurs à la base de ces problèmes,
- Proposer quelques actions clés, une fois mise en œuvre, favoriseraient la paix et la sécurité dans votre milieu

Et à l'issue de travaux en carrefours, des présentations en plénière pour enrichissement et approbation.

## II.2. Politique de sécurité de la Chefferie de Bashali en territoire de MASISI

Il faut se référer au rapport vous partagé

N°	PROBLEME S	Causes	ACTEURS	CONSEQUENCES	ACTIVITES	CIBLES	PERIODE	OUTILS	RESPONSA BLE	LIEU
01	Activisme conflits armés		Chefs des groupes armés, leaders communautaires, opérateurs économiques	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Déplacement massif de la population vers d'autres villages jugés plus au moins en sécurité</li> <li>- Plusieurs cas de violation des droits de l'homme ;</li> <li>- Pauvreté</li> <li>- Violences sexuelles des femmes et des jeunes filles</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Plaidoyer auprès du Gouvernement provincial et central de la RDC pour la restauration de la paix et de la sécurité dans la chefferie des Bashali et en province</li> <li>- Mobilisation communautaire à la paix et à la résolution pacifique des conflits</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Gouvernement provincial et central de la RDC</li> </ul>	Décembre 2023 -février 2024	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Note de plaidoyer</li> <li>- Instruments juridiques portant droits de l'enfant et de jeunes, en particulier des jeunes filles, et de lutte contre les violences sexuelles et basées sur le genre</li> </ul>	Chef de chefferie Bashali	Goma et KITSHAN GA dans la zone de santé de MWESO.

02	L'impunité	-	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Ministère de la justice,</li> <li>- Ministère de l'intérieur et de la sécurité</li> <li>- Leaders communautaires,</li> <li>- Responsables des groupes armés,</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Libération illicite des bandits auteurs criminels</li> <li>- Règlements des comptes</li> <li>- Enrôlement des jeunes dans les groupes armés</li> <li>- Problèmes fonciers</li> <li>- Kidnapping</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Formation de renforcement du niveau de connaissance de la population sur les textes légaux et sur les lois foncières en vigueur ;</li> <li>- Mise en place et accompagnement des noyaux de paix pour le traitement des différends de la population, à l'amiable.</li> <li>- Plaidoyer</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Ministère de la justice,</li> <li>- Ministère de l'intérieur et de la sécurité</li> <li>- Leaders communautaires,</li> <li>- Responsables des groupes armés,</li> </ul>	Mars – Juillet 2024	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Supports pédagogiques de formation ;</li> <li>- Plan de sécurité</li> <li>- Note de plaidoyer</li> <li>- Instruments juridiques portant droits de l'enfant et de jeunes, en particulier des jeunes filles, et de lutte contre les violences sexuelles et basées sur le genre</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Chef de chefferie des Bashali,</li> <li>- CLPD (Comité local de paix et de développement) de la chefferie ;</li> <li>- Société civile</li> </ul>	Goma et KITSHANGA, dans la zone de santé de MWESO.
----	------------	---	--	---	---	--	---------------------	--	---	--

					<p>auprès du ministère de la justice pour rendre le coût de la justice accessible à toutes les catégories de la population ;</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Atelier de renforcement des capacités des OPJ sur le droit pénal et civil</li><li>- Vulgarisation des textes légaux de droit pénal et civil à travers des émissions radios</li></ul>					
--	--	--	--	--	---	--	--	--	--	--

03	Faible implication des femmes et jeunes dans le comité local de sécurité de la chefferie des Bashali		<ul style="list-style-type: none"> <li>- Chef de chefferie des Bashali</li> <li>- Leaders communautaires</li> <li>- Acteurs de la société civile</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Non-participation des femmes et des jeunes dans les actions de paix et de sécurité de la chefferie ;</li> <li>- Etc.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Formation des autorités coutumières, leaders communautaires et autres acteurs de la société civile sur les notions du genre, sensibilité au conflit et de l'inclusion sociale, et sur l'agenda femme, paix et sécurité.</li> <li>- Formation des femmes et des jeunes sur le leadership féminin dans la communauté.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Autorités coutumières,</li> <li>- Leaders communautaires,</li> <li>- Acteurs clés de la société civile.</li> <li>- Structures de femmes et de jeunes</li> <li>- Acteurs des organisations de la société civile</li> </ul>	Mai à Août 2024	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Dépliants sur l'agenda femme, paix et sécurité,</li> <li>- Flip hart</li> <li>- Bicarqueur</li> <li>- Supports pédagogique</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Chef de chefferie des Bashali,</li> <li>- CLPD (Comité local de paix et de développement) de la chefferie ;</li> <li>- Société civile</li> </ul>	KITSHAN GA, dans la zone de santé de MWESO
04	Plusieurs barrières payantes érigées		Groupes armés locaux et étrangers	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Faible circulation et écoulement des produits</li> </ul>	Plaidoyer auprès du gouvernement provincial sur le renforcement de	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Gouvernement provincial</li> </ul>	Janvier à Décembre 2024	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Note de plaidoyer</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Chef de chefferie des Bashali</li> </ul>	Goma.

				<p>agricoles de la population</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Extrême pauvreté des populations civiles accentuant le taux de vulnérabilité</li> <li>- Faibles accès des populations civiles aux services sociaux de base</li> </ul>	l'autorité de l'Etat et sur la suppression des barrières illicites dans la zone et	ial NK				<ul style="list-style-type: none"> <li>- CLPD (Comité Local de Paix et de Développement)</li> </ul>	
--	--	--	--	--	--	--------	--	--	--	---	--

Fait à Kitshanga, le

Les participants à l'atelier d'élaboration de la politique de sécurité de la Chefferie de BASHALI (Liste en annexe).

Approuvé par ACUDI

C.T. Jacques MUHINDO

Coordinateur National